



**Arrêté n° 64-2022-07-18-00001**

**portant prescriptions spécifiques relatives au projet de prélèvement d'eau de nappe pour la réalisation d'un parking souterrain dans le cadre de l'aménagement urbain îlot Foch à Saint-Jean-de-Luz**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques  
Officier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux installations aux ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté modifié du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 3.2.1.0 et 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 par le Préfet coordonnateur de bassin et les mesures relatives à la gestion qualitative de la ressource ;

**VU** le plan de gestion des risques inondations (PGRI) 2022-2027 du bassin Adour Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;

**VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Côtiers basques approuvé le 8 décembre 2015 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2021-10-28-00005 du 28 octobre 2021 donnant délégation de signature au directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2021-11-04-0003 modifié du 4 novembre 2021 donnant subdélégation de signature au sein de la direction départementale des territoires et de la mer ;

**VU** le dossier de déclaration déposé le 18 mai 2022, présenté par la société Luzien stationnement, enregistré sous le n° 64-2022-00157 et relatif au projet d'aménagement urbain îlot Foch - parking souterrain - prélèvement d'eau de nappe ;

**VU** l'absence d'observation de la société Luzien stationnement, en date du 13 juillet 2022 sur le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques qui lui a été transmis le 13 juillet par courriel ;

**CONSIDÉRANT** la sensibilité du milieu ;

**CONSIDÉRANT** que le projet se situe en milieu urbain avec du stockage d'hydrocarbures à proximité présent et passé et qu'il est nécessaire pour le déclarant de connaître la qualité des eaux d'exhaure avant rejet dans le milieu récepteur afin de respecter les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la qualité du rejet dans les eaux de surface s'évalue au travers du flux total de pollution du rejet comparé au niveau de référence R1 de l'arrêté modifié du 9 août 2006 pour l'ensemble des paramètres qui y figurent ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de déclaration déposé ne présente pas d'analyse de la qualité des eaux d'exhaure avant rejet dans le milieu récepteur vis-à-vis des paramètres du seuil R1 de l'arrêté modifié du 9 août 2006 ;

**CONSIDÉRANT** que si le flux total de pollution du rejet dans les eaux de surface avant traitement, est supérieur ou égal au niveau de référence R1 de l'arrêté modifié du 9 août 2006 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent, le rejet est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2.2.3.0 de l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que si le rejet est soumis à déclaration au titre de la rubrique 2.2.3.0 de l'article R. 214-1 du code de l'environnement, les incidences de ce rejet susceptible d'être impactant pour le milieu récepteur sont à évaluer par le déclarant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

## ARRÊTE

### **Article premier : Objet de l'arrêté**

Il est donné acte à la société Luzien stationnement (n° SIRET : 83426762700026), dénommé ci-après le bénéficiaire, de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le projet d'aménagement urbain îlot Foch - parking souterrain - prélèvement d'eau de nappe.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

### **Article 2 : Prescriptions générales**

Le bénéficiaire respecte les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent arrêté.

### **Article 3 : Prescriptions spécifiques**

Avant rejet dans le milieu récepteur, le bénéficiaire s'assure de la qualité des eaux d'exhaure issues des essais de pompage, au travers du flux total de pollution du rejet comparé au niveau de référence R1 de l'arrêté modifié du 9 août 2006 pour l'ensemble des paramètres qui y figurent. Les résultats de ces analyses sont transmis au service en charge de la police de l'eau avec une estimation du flux journalier de pollution rejeté pour les paramètres susvisés avec le débit maximal de prélèvement dans un délai de 15 jours suivant la réalisation des essais de pompage.

En cas de dépassement du niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres, le bénéficiaire complète l'étude d'incidence de son dossier de déclaration en évaluant l'impact de ce rejet sur le milieu récepteur et le cas échéant adapte le mode opératoire pour éviter toute dégradation de nature à compromettre l'équilibre biologique et écologique du milieu.

L'évaluation des incidences et les modalités opératoires adaptées sont transmises au service en charge de la police de l'eau, conformément à l'article R. 214-40 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Modification des prescriptions**

Si le bénéficiaire veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du bénéficiaire vaut rejet.

### **Article 5 : Conformité au dossier et modifications**

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

### **Article 6 : Début et fin des travaux – Mise en service**

Le bénéficiaire doit informer le service en charge de la police de l'eau, instructeur du présent dossier, des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

### **Article 7 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 8 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 9 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 214-10 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, elle peut être déférée au tribunal administratif de Pau :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2°- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Dans le même délai de deux mois, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique vaut décision de rejet du projet.

**Article 10 : Publication et information des tiers**

Conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, la mairie de Saint-Jean-de-Luz reçoit une copie de la déclaration, du récépissé et du présent arrêté. Le récépissé et le présent arrêté sont affichés en mairie de Saint-Jean-de-Luz pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par les soins du maire au service en charge de la police de l'eau.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques durant une durée d'au moins 6 mois.

**Article 11 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, le maire de Saint-Jean-de-Luz, le directeur régional de l'Office français pour la biodiversité, le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire du présent arrêté par les soins du directeur départemental des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques.

Pau, le 18 juillet 2022

Pour le Préfet des Pyrénées-Atlantiques,  
et par subdélégation,  
Le responsable de l'unité Police de l'Eau  
Pays Basque,



Arnaud Bidart

Copie : CLE Sage Côtiers basques + OFB -SD64+ GU